25 Juin 1940 : Après la défaite, le Serment de BON-ENCONTRE engage les Services à poursuivre la lutte

Category: 1940-1942,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin,Général Guy Schlesser,Général Louis Rivet,Serment de Bon-Encontre,Services français
29 octobre 2021

Après le choc de la défaite française, les services spéciaux se recueillent longuement le 25 Juin 1940 autour du monument aux morts de Bon-Encontre. Le colonel Rivet trace le devoir de chacun : poursuivre le combat dans la clandestinité. Tous en font le serment.

Voici ce qu'en a écrit le colonel Paillole **(1)**

«Rivet nous rejoint le 21 juin vers 20 heures à Bazas. Abattu, il décrit l'atmosphère déprimante de Bordeaux où se sont repliés le Président de la République et le gouvernement

– N'attendez pas plus de quarante-huit heures ici. Les conditions d'armistice seront très dures. Je crains que vous soyez dans la zone que va occuper la Wehrmacht. – S'il n'y a aucune possibilité de nous embarquer à Bordeaux pour gagner l'Afrique, nous essaierons Port-Vendres, Marseille ou Toulon. Sinon nous n'aurons pas d'autre solution que de **poursuivre clandestinement notre combat**.

Le lendemain 22 juin 1940, à 18 heures, l'armistice est signé avec les Allemands. Il sera effectif après la conclusion de l'armistice en cours de discussion avec les Italiens. La clause dissolvant nos services est confirmée. Un silence de mort règne dans notre cantonnement.

Dans un bureau voisin soudain s'élève une voix : « *L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront* » C'est de Gaulle qui de Londres exprime et endurcit notre résolution prise la veille à Bazas : continuer là où nous serons et comme nous pourrons.

– Rejoignez-moi demain au petit séminaire de Bon-Encontre, à la sortie d'Agen vers Moissac, nous enjoint Rivet. Nous arrivons au petit séminaire le 23 juin vers 13 heures. Le 25 juin 1940, l'armistice est signé avec l'Italie. Pétain parle aux Français : le drame est consommé.

Autour du monument aux morts de Bon-Encontre, nous nous recueillons longuement. De sa voix sourde Rivet nous parle. Il trace le devoir de chacun : lutter contre l'envahisseur. Nous en faisons le serment. … Il faut faire vite. Dans le réfectoire du séminaire de Bon-Encontre, nos visages encore bouleversés par la cérémonie au monument aux morts, traduisent l'humiliation et la révolte.

Rivet reprend la parole. – Notre destin ne s'arrête pas là. Tirée de l'anesthésie par la brutalité du drame, la France perçoit dans sa chute le début d'un règlement de comptes. C'est l'heure

du redressement. Un calcul trop savant, l'obsession du schéma **(2)** ou une étourderie inespérée ont laissé au vaincu du moment une portion de territoire, avec l'Afrique française et un noyau d'armée.

A qui fera-t-on croire que cette armée d'armistice se résignera plus docilement à la honte que la Reichswehr en 1918 ? Nous écoutons en silence ces mots qui traduisent ce que nous ressentons.

Rivet poursuit : – Soyez sûrs que cette armée offrira à la dissidence de nos Services de renseignements et de contre-espionnage la couverture et l'appui qu'en d'autres temps la Reichswehr a donnés au Nachrichtendienst. Ceux qui comme nous peuvent se battre ne doivent pas attendre. **Notre action doit se poursuivre, invisible et secrète**. Aucune autre attitude n'est concevable.

Quelques semaines plus tard Rivet rassure : "La position de Weygand est claire : **la guerre continue.** L'armistice n'est qu'une suspension d'armes. Il m'a dit textuellement :« Quoi qu'il puisse advenir, la ligne de conduite de vos services, comme celle de l'Armée, implique que l'Allemagne doit être traitée en ennemie et l'Angleterre en alliée. "

Le colonel Schlesser écoute Paillole décrire la retraite française et les méthodes offensives de l'Abwehr.

– C'est nous qui devions faire cela ! Nous avons déclaré la guerre sans savoir ni vouloir la faire. Pour aller au secours de la Pologne, nous sommes restés sur place !

Gravement il ajoute : – Il n'y a plus d'autre solution que de rassembler ce qui nous reste de forces pour les jeter dans la bataille lorsque les Anglais et les Américains seront en état de la déclencher en France. C'est l'idée de Weygand. C'est sans doute celle du Maréchal. Il faut les aider à la mettre en oeuvre….

(1) SERVICES SPÉCIAUX 1935-1945

(2) Une carte circulait en Allemagne en 1939 donnant les limites des débordements hitlériens en Europe.On y voyait figurer la « ligne de démarcation » en France !

Général Mermet : "La filiation des services spéciaux avec le BCRA gaulliste n'est pas exclusive"

Category: 1940-1944 : Résistances en France,Affaire Enigma,Affaire Hans Thilo Schmidt,BCRA,Extraits de bulletin,Général François Mermet,Général Louis Rivet,Historique de

l'AASSDN,Serment de Bon-Encontre,Source MAD
29 octobre 2021

Interrogé dans Le Point (1) par Jean Guisnel, le général d'armée aérienne François Mermet revient sur l'importance pour le renseignement du serment de Bon-Encontre, le 25 juin 1940. Dernier militaire à avoir dirigé la DGSE, qu'il a quittée en 1989, le général d'armée aérienne François Mermet, né en 1933 et d'une vivacité étonnante, n'a jamais cessé de s'intéresser au monde du renseignement, bien qu'il ne s'exprime pratiquement jamais. Aujourd'hui président de l'Association des anciens des services spéciaux de la défense nationale (AASSDN), il a accepté de contribuer à la mémoire des événements de 1940, qui mettent en avant le rôle essentiel du général de Gaulle.

Dans une interview récente au Figaro, le directeur de la DGSE Bernard Émié avait insisté sur la relation des services modernes avec le BCRA gaulliste. Son lointain prédécesseur rappelle au Point qu'elle n'est pas exclusive et que depuis la France occupée, des centaines de Français réunis dans une structure clandestine ont contribué à la victoire en collaborant efficacement avec l'Intelligence Service. Ils en avaient fait le serment à Bon-Encontre, non loin d'Agen, le 25 juin 1940.

Le Point : **Quatre-vingts ans après l'appel du 18 Juin, la DGSE célèbre sa filiation avec le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) gaulliste et vante l'esprit de résistance qui doit animer ses recrues d'aujourd'hui.**

Que pensez-vous de ces liens avec l'Histoire de France ?
Général François Mermet : Cette démarche du directeur général de la DGSE, Bernard Émié, est excellente et me semble très positive. Je rappelle néanmoins que la filiation des services spéciaux avec le BCRA n'est pas exclusive. Un très bref rappel historique est nécessaire : le 14 juin, la Wehrmacht entre dans Paris vidée de ses habitants. Le 16, le général de Gaulle est à Londres. Les chefs et les membres des Services de renseignement (SR) militaire français, les seuls existant à l'époque, se replient eux aussi en zone libre avec leurs précieuses archives. Conduits par le capitaine Paul Paillole, les membres du personnel du SR gagnent Bazas, au sud de Bordeaux. Le colonel Louis Rivet, leur chef, les y rejoint le 21 juin. Le lendemain, l'armistice est signé avec les Allemands.

« La clause dissolvant nos services est confirmée. Un silence de mort règne dans notre cantonnement » écrira Paillole dans son ouvrage Services spéciaux 1935-1945 : « Dans un bureau voisin soudain s'élève une voix : L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront… C'est de Gaulle qui, de Londres sur les ondes de la BBC, exprime et endurcit notre résolution prise la veille à Bazas : « continuer le combat, là où nous serons et comme nous pourrons. »

Comment le SR s'organise-t-il au sein de l'armée d'armistice ?
Après avoir ordonné de mettre les archives en lieu sûr, à Brax près de Toulouse, Louis Rivet donne rendez-vous le 25 à ses troupes au séminaire de Bon-Encontre, à la sortie d'Agen. Les officiers et sous-officiers des Services spéciaux militaires, se recueillent devant le monument aux Morts du village. Rivet, s'adresse à eux, témoigne Paillole : « Il trace le devoir de chacun : lutter contre l'envahisseur. Nous en faisons le serment ». Par ce serment historique, nos

soldats s'engagent à poursuivre dans la clandestinité une lutte implacable contre les services allemands et italiens. On ne doit surtout pas oublier qu'en 1940, ils peuvent s'enorgueillir d'un bilan qui contribuera, plus tard, à la victoire contre le nazisme.

À quels événements faites-vous ainsi allusion ?
Parmi leurs plus grands faits d'armes, figure le recrutement en 1931 d'Hans Thilo Schmidt, frère d'un général de la Wehrmacht responsable des transmissions. Schmidt fournit, entre autres, les plans de la machine de chiffrement Enigma, au capitaine Gustave Bertrand, excellent cryptologue. Grâce à cela, les services français suivent au jour le jour les communications cryptées allemandes. Mais les machines évoluent et se modernisent. Pour conserver leur avance, le SR français demande au ministère le recrutement de quelques mathématiciens, ce qui leur sera refusé. Le SR se tourne alors vers ses homologues polonais, qui fourniront début 1940 quatre cryptologues de haut niveau. Spécialistes français et polonais s'installent à Uzès et travaillent d'arrachepied, sans les Britanniques, pas alors convaincus par Enigma…

En 1940, nos experts français et polonais embarquent pour l'Angleterre et rejoignent l'équipe de Bletchley Park avec deux machines Enigma. Une alliance tripartite, unique dans les annales des Services, est établie. Elle permet de reconstituer une machine et de procéder au déchiffrement des messages qui se révéleront si précieux lors de la bataille d'Angleterre.
Comment ne pas citer également « la source Mad », pour Madeleine Richou(2), qui, grâce à ses liens avec un adjoint de l'amiral Canaris, un Autrichien antinazi, fournira des renseignements d'ordre géopolitique et militaire inappréciables, échappant durant toute la guerre à la capture. Et « la source K », nom de code de l'équipe de l'ingénieur Robert Keller, qui installa une dérivation sur le câble téléphonique Paris-Berlin, permettant de procéder à des interceptions téléphoniques des plus hautes instances allemandes.
Dénoncé, il mourut en déportation en 1945.

Le SR établit une relation stable et permanente avec l'Intelligence Service (MI6) britannique. Comment les choses se déroulent-elles ?
À Bon-Encontre, dès le 26 juin, le colonel Rivet met au point un projet de réorganisation du SR entré en résistance. La liaison est rétablie avec Stewart Graham Menzies, patron du MI6 qui avait déjà travaillé avec Rivet et Paillole, puis avec les représentants américains en poste à Vichy et dans d'autres capitales et, plus tard, avec l'OSS, service secret américain créé en 1942.
La lutte se poursuit sous une forme légale, avec la création du Bureau des menées antinationales (BMA).

Parallèlement, une organisation clandestine est mise en place sous la couverture d'une société de « Travaux ruraux », dirigée par le commandant Paillole depuis Marseille. Une idée particulièrement astucieuse, au moment où le régime de Vichy prône le retour à la terre ! Elle permettra d'abriter les archives du service et de recruter des agents – ils étaient 674 en novembre 1942 – qui surveilleront l'implantation des forces ennemies, prépareront des caches d'armes, des terrains d'atterrissage et des zones de parachutages.

Leurs réseaux sont implantés sur l'ensemble du territoire national. Les résultats obtenus par ce travail obstiné et obscur sont remarquables et reconnus par nos alliés, car ils vont concourir aux succès des débarquements de Normandie et de Provence, ainsi qu'aux opérations en

Tunisie puis en Italie. N'oublions pas le sous-marin Casabianca qui a assuré une liaison permanente entre la France occupée et l'état-major de la France combattante à Alger.

Quels seront les effets concrets de ces actions à l'encontre des occupants ?
Beaucoup de nos compatriotes ignorent que, de 1940 à 1942, grâce à ces services secrets, 50 espions allemands ou leurs affidés seront arrêtés, jugés et fusillés et 50 autres neutralisés. Après l'occupation de la zone sud, cette action de recherche des agents et des collaborateurs se poursuivra jusqu'à la Libération. En France occupée, la guerre du renseignement s'est donc poursuivie
dans la clandestinité, le secret, avec son cortège de souffrances, de trahisons et d'atrocités. Sur le mémorial national de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la défense nationale, à Ramatuelle, sont gravés en lettres d'or 325 noms des membres de nos Services.

Le 7 mai 1944, le lieutenant-colonel Paillole part en mission secrète pour Londres, où il sera le seul officier français à être associé – sous le sceau du secret – à la préparation du Débarquement de Normandie au SHAEF, le QG des forces alliées en Europe commandé par le général Eisenhower. Devant tant d'abnégation, de sacrifices, de détermination et d'héroïsme dans des circonstances aussi tragiques, nous nous devons de pérenniser cette mémoire très peu connue du serment de Bon-Encontre. Il a toute sa place dans l'histoire de la genèse des services spéciaux modernes.

Vous aimez rappeler le souvenir des Merlinettes. Qui étaient-elles ?
Ces jeunes opératrices radio affectueusement appelées « Merlinettes » sont les membres du Corps féminin des transmissions d'Afrique du Nord, créé en novembre 1942 par le général Lucien Merlin. Recrutées par nos services, entraînées en Afrique du Nord et parfois en Angleterre, parachutées depuis Londres (par l'Intelligence Service) ou Alger (par l'OSS), et qui furent, pour la plupart, trahies, arrêtées, torturées, déportées et finalement exécutées à Ravensbrück. Elles avaient entre 20 et 25 ans. Un jardin du parc Citroën, inauguré en 2015, rappelle le sacrifice de la plus jeune (3). Il faut savoir regarder l'Histoire en face, y compris celles de nos si précieux services spéciaux.

(1) 28 juin 2020, Le Point.fr

(2) Marie Gatard, La source MAD. Services secrets : une Française de l'ombre et un officier de l'armée allemande unis contre le nazisme, Michalon, 2017. Mad, une héroïne de l'ombre, film de Laurent Bergers, scénario de Marie Gatard, Label Image, 2017.

(3) Dominique Camusso et Marie-Antoinette Arrio, La Vie brisée d'Eugénie Djendi de l'Algérie à Ravensbrück. L'Harmattan 2020.

Bref historique des services français,

depuis 1871

Category: 1800-1900,1992-2000,Affaire Amiral Darlan,Affaire Dreyfus,DCRI / DST,Extraits de bulletin,Général Guy Schlesser,Général Louis Rivet,Services français
29 octobre 2021

1871-juin-08
Création au Ministère de la Guerre d'un service chargé de « renseigner sur les desseins et les opérations de l'ennemi ».

En **1872**
Un service Militaire de Contre-espionnage est créé au Ministère de la Guerre.

1876-juin-08
Création de la Section de "Statistiques et de reconnaissances Militaires". avec rattachement au deuxième Bureau de l'armée.

1886-avril-18
Loi pénale sur la répression de l'espionnage. (Général Boulanger).

1887-janvier-01
Instruction relative à l'Organisation du SR en temps de Guerre.

1894-octobre
Affaire Dreyfus. Le capitaine Dreyfus, est victime d'une manipulation montée par un officier du 2ème Bureau dirigé par le colonel Sandherr.

1899-mai-05
Alors que cette affaire divise la France sur les plans politique et militaire, le gouvernement décide de confier le contre-espionnage au ministère de l'Intérieur. Le service de renseignements de l'état-major est supprimé et est créé le Service de surveillance du territoire (SST), rattaché à la Sûreté générale (SG), officiellement chargée de la traque des espions étrangers sur le sol national. Le contre-espionnage est à la charge des commissaires spéciaux de la Sûreté. Une petite section de renseignements est maintenue au sein de l'état-major, mais elle n'a aucune activité en matière de contre-espionnage, celui-ci restant du ressort de la Sûreté.

1899-septembre-15
Dissolution de la Section de statistiques, qui devient une section du deuxième Bureau.

En **1906**
Georges Clemenceau, devient président du Conseil tout en conservant le portefeuille de l'Intérieur. Le commissaire Célestin Hennion est nommé à la tête des brigades mobiles chargées d'enquêter sur les affaires spéciales de police judiciaire et de contre-espionnage. Ces unités sont baptisées « brigades du Tigre », surnom de Clemenceau.

1907-février-02
Le 2ème Bureau de l'état-major redevient opérationnel et récupère une partie des missions de

contre-espionnage dont il avait la charge avant l'affaire Dreyfus. Sous la direction du général Charles-Joseph Dupont, le 2ème Bureau travaille avec l'Intérieur, en particulier avec les brigades mobiles du commissaire Hennion (spécialisées dans le contre-espionnage), au sein desquelles ont été intégrés les commissaires des frontières.

1911-août-31
La répression de l'espionnage est confiée au Contrôle général des services de recherche Judiciaire qui supervisait les brigades mobiles.

En **1913**
Reconnaissance officielle d'une mission de contre-espionnage extérieur dévolue aux autorités militaires. La répartition se fait comme suit :
Au Ministre de la Guerre, le contre espionnage extérieur.
Au Ministre de l'intérieur, la surveillance des frontières et la répression .

1915-mai-28
Création d'une Section de Centralisation du Renseignement (SCR), sous l'autorité du Commandant Ladoux. Rattachée au 2ème Bureau de l'état Major, qui centralise les actions des bureaux centraux de renseignement (BCR). L'ensemble sous l'autorité d'un 5ème Bureau.

1917-avril
Passage de la SCR sous l'autorité de la Section de renseignements (SR).

1918-février-12
Un commissariat à la sûreté nationale placé sous l'autorité du président du conseil est chargé de la police criminelle, des renseignements généraux et du contre-espionnage.
On y trouve :
– le SR chargé de la recherche des informations et le SCR chargé de la centralisation du renseignement et du contre-espionnage (deuxième Bureau SR-SCR). Le personnel est formé d'une équipe réduite d'officiers de contre-espionnage spécialisés dépendant du ministère de la guerre, et de policiers chargés de l'arrestation des suspects et des enquêtes judiciaires.
– Une section archives et fichier
– Une section consacrée à la propagande révolutionnaire (PR).

En **1924**
Création de la police de l'Air.

En **1927**
Réglementation de la police de la colombophilie.

1934-janvier-26
Vote de la Loi sur la répression de l'espionnage.

1934-avril-28
Transformation de la Direction Générale de la Sûreté Générale, en Direction Générale de la Sûreté nationale, avec un poste de contrôleur général chargé du contre-espionnage. (ST)

1935-mars-01
Rattachement de la ST à la nouvelle direction de la police du territoire et des étrangers avec

des missions de police de l'Air, de TSF et de colombophilie.

1936-juin
Le colonel Louis Rivet remplace le colonel Roux à la tête du Service des renseignements et du Service de centralisation des renseignements (CE) commandé par le commandant Guy Schlesser – Le service est installé au 2 bis avenue de Tourville (Paris).

1937-mars-09
La surveillance du territoire devient un service de police autonome, disposant de moyens propres.

1937-mars-12
Décision n°1800. Définition et constitution de Bureau central de Renseignements (BCR). Création au sein de la SCR d'une section consacrée à la défense préventive .

1939-juillet-29
A l'initiative du Service de renseignement de l'Armée, une charte du contre-espionnage est établie et un décret-loi refond, en un texte unique incorporé dans le Code Pénal (article 75 et suivants), toutes les dispositions antérieures, répressives de 1810, 1886 et 1934.

Puis se produisent la débâcle, l'effondrement de toutes les structures, ce qui conduira les parlementaires à faire appel au Maréchal Pétain, qui demandera l'Armistice.

1940-juin-24
Près d'Agen, dans la cour du Séminaire de Bon-Encontre, le colonel Rivet, le capitaine Paillole et les cadres du contre-espionnage font serment de poursuivre dans la clandestinité la lutte contre les services spéciaux ennemis. Ils bénéficieront de l'appui du général Weygand, pour réaliser les structures adaptées à cette lutte.
Seront ainsi créés: – « L'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.) », avec l'appui du Génie rural, qui sera la couverture du contre-espionnage clandestin offensif et dont la direction est confiée au capitaine Paillole. – Les Bureaux des Menées Antinationales, organisme officiel dont la justification est admise par les autorités allemandes dans la convention d'armistice afin d'assurer la protection de l'Armée d'Armistice. Ce service est en fait la couverture du CE clandestin (T.R.) et lui servira de soutien; ce service sera confié au Lieutenant-colonel d'Alés.
– Parallèlement les cadres du SR prêtent serment le même jour, et le SR Guerre, dirigé par le Lieutenant-colonel Perruche, s'installe à Royat.
– Le SR Air entre aussi en clandestinité sous les ordres du colonel Ronin.

Ainsi, le Service de renseignement « traditionnel » , sous l'impulsion particulière du général Weygand et de son chef , le colonel Rivet, va continuer le combat en changeant de structures, de noms, et de chefs, selon les circonstances; seule sa mission de lutte contre l'occupant ne changera pas.

1940-juillet-01
A Londres, le général De Gaulle nomme le capitaine Dewavrin dit « Passy » , chef de son 2ème

Bureau, à Duke Street. Cette entité deviendra le Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire en 1942 (BCRAM), puis le Bureau Central de Renseignement et d'Action, le célèbre BCRA, en juillet 1942.

1941-juin-01
La surveillance du territoire est dirigée par le contrôleur général Castaing. Mais la haute direction est confiée par l'Amiral Darlan au capitaine de vaisseau Rollin.

1941-août-18
Création par l'Amiral Darlan du Centre d'Information Gouvernemental (CIG) pour coiffer les activités des trois SR.

1941-septembre-14
L'amiral Darlan et son ministre de l'intérieur Pierre Pucheu redonnent les pouvoirs de police du contre-espionnage aux autorités civiles, affranchissant ainsi la ST de la tutelle des BMA.
Le Gouvernement de Vichy va tout faire pour contrôler, limiter et si possible neutraliser l'activité contre-espionnage menée par les « Travaux Ruraux », qui compliquent ses relations avec la puissance occupante.
Le capitaine de vaisseau Rollin emploiera ses commissaires de police « spéciaux » pour contrôler les activités anti-allemandes menées par les T.R. en Zone Libre.

1941-décembre-16
A Londres – Dewavrin (Passy) crée une section de CE, confiée au lieutenant Warin (Wybot) ancien du BMA de Marseille.

1942-janvier-17
A Londres, création du Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire (BCRAM). Il comprend :
– la section action/militaire (R.Lagier, D.Cordier, F.Scamaroni)
– la section renseignement (A.Manue)
– la section documentation et diffusion (DD)
– la section d'études et de coordination (SEC), (créée en mars 1942 M.Duclos).

1942-août-24
Dissolution des BMA et création d'un Service de la Sécurité Militaire (SSM) confié au commandant Paul Paillole. La direction du T.R. est alors assurée par le capitaine Lafont , alias Verneuil.

1942-novembre-10
A Alger, création de la Direction des Services de Renseignement et de Sécurité Militaire. (DSR-SM).

1943-janvier-04
A Alger, cette création (DSR-SM) devient opérationnelle, sous l'autorité de P. Paillole.

1943-avril
Intégration de la DSR-SM, dans une Direction des services spéciaux du Général Ronin (DGSS) avec le BCRA-A.

1943-mai
La SM devient Direction de la Sécurité militaire, (DSM) chargée du contre-espionnage et ayant autorité sur les réseaux TR et SM Précurseurs de France occupée. (la ST lui est aussi rattachée).

1943-septembre-04
A l'initiative du commandant Paul Paillole, création de la Sûreté aux Armées.

1943-novembre-27
Rapprochement politique entre le général de Gaulle et le général Giraud – Décret du comité français de Libération nationale créant une Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS). Dirigée par Jacques Soustelle. C'est la Fusion du BCRA / SR / CE, qui se fera dans la douleur, et amènera la démission du colonel Rivet.

1944-avril-24
Décision n° 8000 du général de Gaulle, consacrant la compétence exclusive du CE à la DSM au sein de la DGSS. Le contre-espionnage ne relève plus de l'autorité militaire, mais via la DGSS, de celle du chef du GPRF. Le commandant Paillole est confirmé dans ses fonctions et ses responsabilités par le général de Gaulle.
Le rôle de la sécurité militaire lors de la libération fut entériné par un protocole d'accord établi entre le commandant Paillole , directeur de la Sécurité Militaire et le 2ème Bureau du haut commandement allié (SHAEF). « Dans les régions libérées, la responsabilité des activités de contre espionnage sera exercée par l'autorité militaire française (SSM) qui reconstitue ses Bureaux de Sécurité Militaire (BSM). Les noyaux de ces bureaux existent déjà dans le service de Sécurité Militaire Précurseur qui a été établi en France (SSMP).
Cet accord avec le Haut commandement allié négocié par Paul Paillole à Londres à la fin d'avril 1944, fut considéré par le Général de Gaulle comme un élément très important pour le rétablissement de la souveraineté française dans les territoires libérés et par conséquent, le renoncement des Américains à l'A.M.G.O.T..

1944-octobre-23
Suppression de la DGSS.

1944-novembre-06
La Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) , dirigée par Jacques Soustelle devient Direction Générale des Etudes et des Recherches.(DGER).

1944-novembre-16
Création de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) – Roger Wybot.

1944-novembre-17
L'ex DSM est divisée en deux structures différentes.
– La DGER incorpore l'organisation T.R., pour former le noyau de son service de contre-espionnage extérieur (Le colonel Chrétien, puis le lieutenant-colonel Lafont deviendront successivement chefs du service de contre-espionnage de la DGER, puis du SDECE),
– Un nouveau service de sécurité militaire constitué au sein du ministère des Armées regroupant les branches Guerre, Marine et Air, va constituer la sécurité des Forces Armées, le colonel Labadie devenant le patron de ce nouveau service.

En désaccord avec ce démembrement, (séparation du contre-espionnage offensif du contre-espionnage préventif) estimant qu'il " rompt l'unité du contre-espionnage telle qu'il l'a toujours conçue " le commandant Paul Paillole démissionna de ses fonctions.

1944-novembre-22
Un arrêté D.8017/SN/ST, non publié, définit les attributions de la DST.

1945-avril-19
le colonel Passy reprend le contrôle de la DGER.
Début 1946, Passy réorganise le Service qui devient Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) , appellation qui restera jusqu'en 1982, avec plusieurs Directeurs.

1982-avril-04
le SDECE est remplacé par la nouvelle Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), par décret paru au JO. La direction en est d'abord confiée à Pierre Marion, puis à l'Amiral Lacoste… et ensuite à d'autres Directeurs.

2008-juillet-01
Création de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI). Décret n° 2008-609. Cette nouvelle Direction regroupe Ex-DST et Ex-DCRG.

Le Service Action en 1945 dans la jungle du Laos : « Celui qui marche la nuit sans craindre le tigre »

Category: 1945-1954,Asie Pacifique,Extraits de bulletin,Guerre d'Indochine (1946-1954),Services français
29 octobre 2021

En pièce jointe, un article de Jean Deuve sur :

- L'emprise japonaise en Extrême-Orient de 1937 à 1945
- Le Service Action en Indochine en 1945
- L'équipe Sagittaire au Laos
- L'attaque japonaise et la réaction de « Sagittaire »
- Le PC, « le repaire de la montagne de l'Éventail »
- La capitulation japonaise

Officier des troupes de Marine, membre des services spéciaux, Jean Deuve, après la campagne

de 40 s'engage en 1943 dans la force 136 (section française), crée par le SOE pour soutenir les mouvements de résistance contre l'expansion japonaise en Asie du Sud-Est. Le SOE doit coordonner toutes les actions de subversion et de sabotage menées contre le Japon.

Au titre du service Action, il est parachuté au Laos en 1945 pour effectuer des missions de guérilla. En 1946, il est nommé chef du service de renseignement des forces françaises du Laos, rattaché aux forces commandées par le Colonel de Crèvecœur.

Après cette expérience, Jean Deuve est nommé directeur général de la Police du Laos puis conseiller du Premier ministre laotien jusqu'en 1964. Puis il est nommé comme chef de poste du SDECE à Tokyo. À son retour, il devient un responsable important du SDECE dans les années 1970-1980, il est témoin incontournable des relations internationales de la guerre froide.

A voir : Téléfilm Inédit tiré du livre « LA SOURCE MAD » écrit par Marie Gatard

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Biographies,Livres et publications,Source MAD
29 octobre 2021

MAD UNE HEROINE DE L'OMBRE

Téléfilm Inédit tiré du livre « LA SOURCE MAD » écrit par Marie Gatard
Sur France 5 Dimanche 25 février 2018 à 22h35
LA CASE DU SIECLE – LES FEMMES DANS L'HISTOIRE

Pour les Services spéciaux français, pendant la Seconde Guerre mondiale, Mad a été le nom de code d'un de leurs principaux agents, Madeleine Richou. Celle-ci a pu fournir des informations cruciales sur de nombreux projets de Hitler, grâce à ses liens avec un officier autrichien, le Colonel Erwin Lahousen Elder von Vivremont, l'un des plus proches de l'Amiral Canaris, Chef de l'Abwehr.

Respectant scrupuleusement son devoir de réserve, cette femme discrète, effacée, mais très courageuse est restée silencieuse toute sa vie. Ses mémoires, retrouvés au fort de Vincennes et depuis peu déclassifiés, révèlent l'histoire exceptionnelle de Madeleine Richou et d'Erwin Lahousen, œuvrant ensemble contre le nazisme, bien que dans des camps officiellement opposés.

Des années d'une vie en perpétuel danger. Mad a usé de tous les stratagèmes pour échapper à la Gestapo, déjouer les filatures, envoyer des messages codés, en pleine montée du nazisme à

Vienne, puis à Berlin et Budapest. Elle a vécu l'arrivée successive des troupes allemandes et soviétiques et passé cinquante jours dans une cave sous un champ de bataille.

Par son courage rare, son intelligence et son abnégation, elle offre une image exemplaire de ce que peut être un véritable agent secret. Une femme capable du respect absolu de la loi du silence.

Le livre « La Source MAD » de Marie Gatard (Ed. Michalon) en fait une relation fidèle et passionnante.

Document : Etats des services de Paul Paillole

Category: Biographies,Colonel Paul Paillole
29 octobre 2021

Memorial – biographie de Andrée GIRONCE Née CAZENAVE

Category: Archives du site,Biographies
29 octobre 2021

Née le 9 juin 1920 à Castelnau-Durban (Ariège) de Jean, Marceau Cazenave et de Alozy Anne Epoux: Henri, Gilbert, Jean Gironce Décédée le 26 juillet 1944 à Ravensbrück

Réseau: S.S.M.F./T.R. (groupe Morhange)Agent P2

Andrée Gironce a vingt ans au début de l'Occupation, est mariée depuis un an avec Henri Gironce. Engagée dans la Résistance, elle fait partie du réseau Morhange, dirigé par marcel

Taillandier*.

Arrêtée le 12 janvier 1944, déportée quinze jours plus tard, elle meurt à Ravensbrück le 26 juillet 1944.

Déclarée"Morte pour la France", elle recevra la Croix de Guerre avec palme.

Références: Archives du Bureau "Résistance"; liste Fontès du 27 novembre 1997; Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°1, p.28-29 , et n° 18,p.107

Memorial – biographie de Théodore, Jean GERHARDS

Category: Archives du site,Biographies
29 octobre 2021

Né le 1er février 1900 à Saverne (Bas-Rhin) de Gérard Gerhards et de Elisabeth Leyenberger Epouse: Claire Kannapel Profession: commerçant Décédé le 29 octobre 1943 à Halle (Allemagne)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., S.R. Kléber (Uranus) Agent P2

Premier né d'une famille alsacienne, dont le père est d'origine et de nationalité allemandes, Théodore Gerhards, dit Théo, commence ses études à l'école de Saverne, où il est né, puis, dès 1910, il est à Rémy Signeulx, en Belgique, où se trouve le noviciat des Pères de la Société de Marie (Marianistes). Il y reçoit une éducation où la religion tient une grande place.

Au début de la première guerre mondiale, il rentre à Saverne où il poursuit ses études au lycée jusqu'en seconde supérieure.

En 1916, l'Armée l'appelle au service auxiliaire de guerre pour travailler dans une fabrique de munitions, mais il s'esquive et, pour se soustraire à la police militaire, se cache et travaille chez ses parents. Cependant, il ne peut échapper au service militaire et, le 18 mai 1918, il est enrôlé dans l'armée du Kaiser; il doit se rendre à Berlin en garnison dans la garde de

l'empereur. Classé comme francophile par ses supérieurs, il est particilièrement surveillé et ne peut échapper à 14 jours d'arrêts dans une prison militaire pour avoir été pris à parler à des prisonniers français du camp de Döberitz. Peu de temps après, trois nouveaux jours d'emprisonnement lui sont infligés pour avoir laissé s'échapper deux prisonniers. Enfin cinq jours supplémentaires sanctionnent le fait qu'il se soit soustrait au transport de soldats qui partaient vers le front.

En raison de la succession d'échecs militaires à l'Ouest, ce début du mois de novembre est particulièrement agité à Berlin. Théo relate cette période dans une lettre de mars 1919 au père Ernest Sorret, supérieur provincial des Marianistes: "J'ai combattu contre les troupes de l'empereur du 9 au 11 novembre 1918, et le 18 novembre avec les Spartakistes contre les troupes gouvernementales. Puis je ne suis sauvé de Berlin le 19 et suis retourné à Saverne.

Après l'armistice du 11 novembre à Rethondes, Théo fait une demande de réintégration chez les Marianistes, est admis le 5 février 1919 au collège des frères de Marie de Saint-Hippolyte dans le Haut-Rhin, puis il se rend à Fribourg où il est élève à la Villa Saint Jean, la célèbre école marianiste qui a eu Antoine de Saint-Exupéry comme élève de 1915 à 1917.

Le 14 décembre 1918, un arrêté interministériel officialise la mise en place de quatre sortes de cartes d'identité pour les habitants d'Alsace. Le père de Théo se voit attribuer, en tant qu'étranger, de pays ennemi une carte de type "D". Par arrêté d'expulsion, la famille doit alors quitter Saverne au cours de l'été 1919. Elle va s'installer à Dalheim-Rödgen, près de Dremmen, où elle retrouve d'autres parents. Elle y séjourne jusque en 1924, le p

---

Memorial – biographie de Jean GENSAC

Category: Archives du site,Biographies
29 octobre 2021

Né le 18 novembre 1897 à Le Vernet (Haute Garonne) de Jacques Gensac et de Marie Gouazé Epouse: Maria Marquié Profession: garagiste Décédé en décembre 1944 à Dachau

Réseau: S.S.M.F./T.R.(Groupes Morhange et Cambronne) Agent P2

Jean Gensac, marié sans enfant, était garagiste-mécanicien à Toulouse depuis 1930. Il avait fait les guerres de 1914-18 et de 1939-40.

Pour la Résistance (groupes Morhange et Cambrone à partir du 1er août 1943), il répare des véhicules et camoufle des armes. C'est à son garage, qui est également son domicile et qui sera entièrement pillé, qu'il est arrêté le 26 mai 1944. Interné à la prison Saint-Michel à Toulouse, il est déporté le 15 juin 1944.

Il part en convoi pour Compiègne et, de là, le 2 juillet , pour Dachau. Il y serait mort en décembre 1944 (date retenue par l'administration). Mais, dans son dossier du Bureau Résistance, il est dit aussi qu'il a été à Dachau dans le Block 30 et aurait quitté ce dernier pour un commando en février 1945, sans laisser de trace ensuite.

Jean Gensac sera déclaré "Mort pour la France" et recevra la Médaille de la Résistance.

Références: Archives du Bureau Résistance"; Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°1, p.28-29

Memorial – biographie de Robert GENEIX Alias JACQUES

Category: Archives du site,Biographies
29 octobre 2021

Réseau: S.R. Air

Robert Geneix était radio dans l'aviation coloniale. Il fut parachuté en France, venant de Londres, le 13 novembre 1943, comme radio du groupe du S.R. Air de la région de Laon, sous la direction de Paul Berthe.

Il sera ainsi décrit par un de ses camarades du S.R. Air, le radio Robert Lemoine:

"Camarade idéal, d'humeur toujours égale, boute-en-train infatigable, il nous amusa souvent pendant nos soirées d'inactivité. Radio de grande classe, il aimait son petit matériel et le couvait comme son enfant dans les déplacements."

Début 1944, avec Roger Camous, un jeune Français d'Algérie chargé de remplacer Oscar (André Duthilleul*), il est appelé par Robert Masson (alias Samson) qui commande deux réseaux (S.R. Air et Samson) et veut établir une section Opérations aériennes. C'est ainsi que le 7 mars 1944, Camous et Geneix effectuent une première double opération (départ de René Gervais, chef du S.R. Air) sur le terrain d'Estrées-Saint-Denis, et que l'équipe réalise les mois suivants d'autres opérations aériennes planifiées par Philouze.

En août 1944, tandis que les Alliés avancent, un poste est établi par le S.R. Air dans la région de Nancy, installation difficile du fait d'une surveillance très serrée des Allemands de plus en plus sur leurs gardes. Robert Geneix en fait partie comme radio (équipe de Roger Camous).

"Geneix et Burgard, qui avaient fait la route à bicyclette en passant par de petits chemins, arrivèrent le 24 août, précise Jean Bézy.

Les renseignements sur l'avance des Alliés permettaient déjà de penser qu'il ne serait pas

question d’organiser un vaste secteur géographique mais que les informations sur les défenses rapprochées de Nancy et Vittel, où Lemoine avait déjà des contacts, pouvaient être transmises rapidement et utilement.

Le 25 août des contacts radio furent pris avec Londres de la maison Perrier (Paillole) mais, du 26 au 28 août, aucun contact ne fut possible; le poste fut alors installé chez un cousin de Lemoine d’où la liaison s’avéra meilleure, après cependant de difficiles mises au point.(…)

Mais le 1er septembre, alors que la liaison radio était enfin établie et que de nombreuses informations pouvaient être envoyées, Geneix fut arrêté par les Allemands en pleine émission.” Il fut torturé, rapportera Lemoine. Puis, emmené très vite au camp de Schirmeck et fusillé quelques jours plus tard.

Jean Bézy dit que “ses amis crurent d’abord à une délation; mais il fut prouvé que le poste avait été détecté par la gonio allemande au cours des difficiles essais des jours précédents et aussi du fait de la proximité d’un autre émetteur clandestin.”

Référence: “Le S.R. Air” de Jean Bézy, Ed. France-Empire, 1979.